



France-Congo. Sassou N'Guesso à l'Elysée : une « rupture tranquille »?



Contact presse :

Olivier Thimonier
olivier.thimonier@survie-france.org
Survie
210, rue St Martin. 75003 Paris
Tel: 01 44 61 03 25

Communiqué de Survie et la FCD, le 4 juillet 2007.

Après avoir reçu le dictateur gabonais Omar Bongo (au pouvoir depuis 1967) à la fin du mois de mai dernier, le président français Nicolas Sarkozy reçoit à l'Elysée, le jeudi 5 juillet, Denis Sassou Nguesso (dictateur du Congo-Brazzaville de 1979 à 1991 et depuis 1997). Loin de rompre comme il l'avait promis avec les réseaux de la Françafrique et de « mettre un terme » au « système de relations personnalisées »¹, Nicolas Sarkozy insulte par cette réception les nombreuses victimes du criminel Sassou.

Denis Sassou Nguesso, dictateur et criminel

Le président français ne peut ignorer la nature prédatrice et dictatoriale du régime congolais, qui est de notoriété publique.

Pour rappel, la justice française donnait raison, en 2002, à François-Xavier Verschave (alors président de Survie) auteur du livre *Noir Silence* (les Arènes, 2000) dans lequel il démontrait que Denis Sassou Nguesso était un dictateur auteur de crimes contre l'humanité.

En 2006, la justice américaine donnait raison aux fonds d'investissement qui démontraient l'ampleur des détournements opérés par le régime Sassou sur les revenus pétroliers : environ 20% du budget parti se cacher, avec la complicité de banques et d'entreprises françaises, dans les circuits opaques de la finance mondiale. Un mécanisme parfaitement huilé décrit avec talent par Xavier Harel dans *Afrique, pillage à huis clos* (Fayard, 2006).

Il y a deux semaines, le 19 juin 2007, le Parquet de Paris donnait raison aux associations Survie, Sherpa et la Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD) qui accusent Sassou de profiter en France d'argent détourné au Congo, en ouvrant une enquête préliminaire sur son patrimoine immobilier en Île-de-France. Quelques jours plus tard, l'ONG Global Witness mettait à jour les dépenses somptuaires, financées par le pétrole, du fils du dictateur, Denis Chrystel Sassou Nguesso.

N'oublions pas l'affaire dite des disparus du Beach, massacre perpétré en 2000 contre des civils congolais et pour lequel une instruction judiciaire est en cour en France.

Une rupture avec la Françafrique qui se fait attendre

Manifestement, Nicolas Sarkozy se soucie peu de cet édifiant curriculum. Déjà, en novembre dernier, dans un entretien au journal *Jeune Afrique* (n° 2391), Nicolas Sarkozy avouait apprécier Denis Sassou Nguesso (en plus de déclarer son amitié pour Omar Bongo). Le voilà donc, moins de deux mois après son élection, qui s'apprête à recevoir le tyran congolais.

Le discours que tient Sassou est simple : le Congo a besoin de l'aide internationale et des allègements de dette promis aux pays pauvres très endettés ; pour y avoir accès il lui faut redorer son blason auprès des institutions financières internationales comme le FMI, soucieux de la gestion des revenus pétroliers ; l'enquête ouverte à Paris pour « recel de détournement d'argent public » tombe donc au plus mal pour la « réputation » du régime. Et ce ne sont pas les conditions déplorables dans lesquelles s'est déroulé le 1^{er} tour des élections législatives au Congo le 22 juin dernier (une sombre mascarade entachée d'irrégularités comme l'ont constaté les observateurs de l'UA) qui permettront aux bailleurs de constater des progrès accomplis en matière de gouvernance démocratique...

On peut s'attendre à ce que le potentat vienne dire en substance à l'hôte de l'Elysée que si la justice française continue à mettre son nez dans les « affaires » congolaises, les privilèges accordés aux entreprises françaises pourraient prendre fin. Avec le risque qu'il trouve une oreille attentive. Nos associations resteront donc vigilantes quant aux décisions prises à l'issue de cette rencontre.

Estimant que le plus élémentaire respect des droits de l'Homme exige que soit déclaré *persona non grata* dans notre pays tout dictateur arrivé et maintenu au pouvoir par la force et la fraude électorale, nos associations condamnent fermement cette visite².

1 Dans son projet pour 2007 l'UMP affirmait que ses élus ne soutiendraient « ni les dictateurs ni les pays dirigés par des régimes corrompus ».

2 En 2007, 30 associations de solidarité internationale regroupées dans la campagne « 2007 Etat d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire ! » ont signé une fiche de revendications sur les relations France-Afrique adressée aux candidats aux élections françaises. Elles y dénonçaient le soutien de la France à des régimes contestés par leurs peuples et réclamaient le conditionnement de l'aide française au respect de l'Etat de droit dans les pays concernés : www.etatdurgenceplanetaire.fr